

Faits saillants

- **Plus de 25 000 cas de paludisme dont une soixantaine de décès en une semaine en Province Orientale.**
- **Environ 2 500 réfugiés ougandais arrivés à Aru auraient besoin d'assistance, une évaluation est en cours.**
- **L'insécurité limite l'accès à quelque 20 000 personnes déplacées dans la région de Lowa.**

Contexte général

- La situation sécuritaire demeure volatile dans le sud du Territoire d'Irumu en Ituri et les risques de confrontation entre les miliciens du groupe armé « Force de résistance patriotique de l'Ituri » (FRPI) et l'Armée congolaise (FARDC) sont toujours élevés. Le Département de Nations Unies pour la sécurité et la sûreté (UNDSS) a recommandé une plus grande prudence aux acteurs humanitaires intervenant dans le Sud du Territoire d'Irumu. Un éventuel affrontement armé pourrait arrêter l'élan de retour des populations déplacées, provoquer des nouveaux déplacements des civils et, surtout, réduire l'espace humanitaire. La communauté humanitaire appelle les parties à un règlement pacifique des différends afin d'éviter aux populations civiles d'autres graves problèmes de protection.
- Dans les Uele, on note une diminution du nombre d'incidents de protection (enlèvements, pillages, attaques, tueries) perpétrés par des présumés combattants de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) au cours du mois de juin 2013. Selon plusieurs observateurs, cette baisse refléterait les difficultés auxquelles sont confrontés ces hommes armés qui n'agiraient maintenant que pour leur survie. Cependant, la communauté humanitaire redoute que l'appel lancé par des autorités centrafricaines pour la reprise de la traque contre la LRA ne pousse les miliciens à trouver refuge dans la région frontalière entre les deux pays, notamment dans le Bas-Uele.

Accès humanitaire

- Les acteurs humanitaires qui devaient se rendre à Mutchaliko et Lowa (District de la Tshopo) pour une mission d'évaluation des personnes déplacées internes (PDI) dans le Territoire d'Ubandu, ont été empêchés d'accès par l'armée congolaise. Une opération militaire dans la région contre les miliciens du colonel Thoms serait imminente. Des acteurs humanitaires sont en alerte pour répondre aux conséquences humanitaires évidentes en cas d'actions militaires contre les miliciens.

Mouvements de population

- Environ 2 500 réfugiés ougandais seraient arrivés dans la localité de Oyo, située à 9 km d'Aru (Territoire de Aru, en Ituri), à la date du 8 juillet 2013. Ces personnes auraient fui des conflits intercommunautaires dans leur pays depuis le 24 juin 2013 et seraient actuellement dans des familles d'accueil. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM) planifient une distribution en articles ménagers essentiels et en vivres.
- Selon le Rapport de monitoring de protection de l'ONG INTERSOS, 629 personnes déplacées d'Ariwara et d'Ingbokolo (Territoire d'Aru) ayant fui la LRA en 2008 ont manifesté le désir de retourner dans leurs milieux d'origine dans le Haut-Uele (Faradje, Aba, Dungu, Durba, Tadu, Kurukwata, Ndolomo et Isiro). Ces personnes éprouveraient aussi des difficultés d'accès à la terre, au logement, aux soins de santé ainsi qu'à l'éducation. Il est recommandé une évaluation en termes de protection, sécurité alimentaire, d'abris et articles ménagers essentiels pour faciliter la réintégration des ces personnes.
- Le sud Irumu a enregistré, entre octobre 2012 à ce jour, plus de 50 000 personnes qui seraient rentrées dans leurs milieux d'origine. Il y a nécessité d'exécuter des programmes de relèvement précoce pour accompagner le retour de ces populations. Solidarités International intervient dans la zone dans le cadre d'un projet de sécurité alimentaire sur financement d'ECHO et du mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP).

Besoins non couverts/Alertes précoces

Situation épidémiologique

- La situation épidémiologique du 24 au 30 juin demeure toujours préoccupante. On a noté des flambées de cas des maladies potentiellement épidémiques avec plusieurs décès dans la province. Le Ministère de la Santé publique et ses différents partenaires envisagent d'apporter des réponses à ces pathologies. La province fait fréquemment face aux ruptures de stocks de médicaments et d'intrants de santé ainsi qu'à l'insuffisance des financements. Les infrastructures sanitaires sont en état de délabrement très avancé, sous-équipées et confrontées au déficit du personnel soignant qualifié. En somme, les indicateurs sanitaires en Province Orientale sont alarmants et il y a encore des besoins humanitaires à couvrir dans le secteur de la santé.
- Le paludisme a causé 62 décès sur les 25 458 cas enregistrés, soit une létalité de 0,24%. La Zone de santé (ZS) de Pawa à Isiro (Haut-Uele) a enregistré le plus grand nombre de cas (1 123 cas dont deux décès).
- Deux cents soixante deux cas de rougeole dont trois décès (soit une létalité de 1,14%) ont été rapportés. Les zones de santé d'Isiro et de Nizi (Ituri) ont notifié plus de cas, 52 cas dont un décès pour la première et 54 cas dont un décès pour la seconde.
- 90 cas de méningite notifiés dans la province dont 6 décès, soit une létalité de 6,7%. La ZS de Buta (Bas-Uele) a enregistré 60 cas dont deux décès.
- Le tétanos néonatal : 13 cas dont huit décès ont été rapportés, soit une létalité de 68%. Le pic a été observé dans les ZS de Adi et Opala qui ont notifié deux cas et deux décès chacune. Depuis le début de l'année jusqu'au 26 mai, 60 cas ont été rapportés dont 112 décès, soit une létalité de 53 %.

Catastrophes naturelles

- Bunia et ses périphéries dans le District de l'Ituri ont enregistré quatre tremblements de terre dont deux de magnitudes moyennement fortes (5.4 et 5.7 sur l'échelle de Richter). Aucune perte en vie humaine n'a été déplorée, ni de dégâts matériels majeurs. Par ailleurs, l'Observatoire volcanique de Goma, a indiqué qu'on pourrait s'attendre les jours à venir à d'autres secousses sismiques relativement fortes dans la région. Pour rappel, l'épicentre de ces tremblements de terre était situé dans le lac Albert, à 66 km de Bunia. La coordination humanitaire en Province Orientale entend intégrer les risques sismiques dans l'actualisation du Plan de contingence provincial afin de mieux envisager des interventions en cas de besoin.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

Maurizio Giuliano, Chef de Sous- bureau, OCHA Bunia, giulina@un.org, tél. +243 99 590 13 58

Bertrand Médard Gailemas, Public Information Officer, OCHA Dungu, gailemasb@un.org, tél. +243 81 988 9191

Serge le Grand Mabaluka, Reporting Assistant, OCHA Bunia, mabaluka@un.org, tél. +243 99 884 5572

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél. +243 97 000 3750

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net